

COUR D'ARBITRAGE

F. 93 — 325

[C — 21038]

Arrêt n° 7/93 du 27 janvier 1993

Numéro du rôle : 428

En cause : le recours en annulation des articles 12 et 13 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme, introduit par le Conseil des ministres.

La Cour d'arbitrage, composée du président D. André et du juge faisant fonction de président F. Debaedts et des juges L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel, L. François, P. Martens et Y. de Wasseige, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président D. André, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête du 4 août 1992 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 5 août 1992, le Conseil des ministres, représenté par le Premier ministre, dont les bureaux sont établis à (1000) Bruxelles, rue de la Loi, 16, demande l'annulation de l'article 13 et, par voie de conséquence, de l'article 12 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme, publié au *Moniteur belge* du 14 janvier 1983.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Par son arrêt n° 6/92 du 5 février 1992, la Cour, répondant à une question préjudicielle posée par le Tribunal de première instance de Bruxelles siégeant en matière correctionnelle, a dit :

« L'article 13 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État, des Communautés et des Régions. »

Le Conseil des ministres demande l'annulation des articles 12 et 13 du décret précité.

III. *La procédure*

Par ordonnance du 5 août 1992, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la précitée loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite par lettres recommandées à la poste le 2 septembre 1992 remises aux destinataires le 3 septembre 1992, et conformément à l'article 78 de la loi spéciale par lettres recommandées à la poste le 4 septembre 1992 remises aux destinataires les 7, 8 et 9 septembre 1992.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 4 septembre 1992.

L'Exécutif de la Communauté française, représenté par le président de l'Exécutif, dont le cabinet est établi à (1040) Bruxelles, rue de l'Industrie 10-16, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 14 octobre 1992.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée à la poste le 28 octobre 1992 et remise au destinataire le 29 octobre 1992.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 27 novembre 1992.

Par ordonnance du 2 décembre 1992, l'affaire a été soumise à la Cour en séance plénière par le juge D. André, faisant alors fonction de président, et choisi comme président de la Cour le 22 décembre 1992.

Par ordonnance du même jour, le juge F. Debaedts, remplissant les fonctions de président par suite de l'empêchement du président J. Delva, a désigné le juge L.P. Suetens pour compléter le siège et a constaté que ledit juge devient rapporteur.

Par ordonnance du 2 décembre 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 14 janvier 1993.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 2 décembre 1992 remises aux destinataires le 3 décembre 1992.

A l'audience du 14 janvier 1993 :

— ont comparu :

. Me M. Verdussen, *loco* Me P. Lambert, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

. Me Ch. Georges, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française;

— les juges L. François et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. *Les dispositions attaquées*

Les articles 12 et 13 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme disposent :

« Art. 12. Sont considérés comme produits du tabac, pour l'application de la présente section, les produits destinés à être fumés, dès lors qu'ils sont, même partiellement, constitués de tabac.

Art. 13. Les dispositions des articles 2 à 6 de l'arrêté royal du 5 mars 1980 concernant la publicité relative au tabac, aux produits à base de tabac et aux produits similaires, modifié par l'arrêté royal du 22 septembre 1980 et du 21 janvier 1982, ont valeur de décret. »

Les articles 2 à 6 de l'arrêté royal visé à l'article 13 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme portent :

« 2. Il est interdit de faire de la publicité en faveur du tabac, de produits à base de tabac et de produits similaires :

- 1° à la radio ou à la télévision;
- 2° au moyen d'aéronefs ou de bateaux;
- 3° sous forme de films, de diapositives ou d'autres projections dans les lieux accessibles au public;
- 4° au moyen d'affiches ou de panneaux, sauf dans les locaux où les produits visés par le présent arrêté sont mis dans le commerce par la voie normale;
- 5° par publicité lumineuse sauf à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux où les produits visés par le présent arrêté sont mis dans le commerce par la voie normale;
- 6° par la distribution ou la remise à domicile d'autocollants ou de prospectus publicitaires séparés;
- 7° par des recommandations orales en public;
- 8° par la distribution d'échantillons gratuits de tabac, de produits à base de tabac et de produits similaires;
- 9° par l'utilisation de l'emblème de la marque ou le nom de la marque du tabac, de produits à base de tabac ou de produits similaires ou par l'utilisation de toute autre représentation ou mention susceptible de s'y référer sur des objets usuels autres que ceux qui sont directement liés à l'usage du tabac;
- 10° dans les périodiques pour enfants.

3. Dans la publicité en faveur du tabac, de produits à base de tabac et de produits similaires, il est interdit :

- 1° de faire usage de la représentation de personnes encore en vie connues du grand public;
- 2° de faire usage d'attestations ou de textes qui concernent une personne autre que l'inventeur du procédé de fabrication du produit concerné;
- 3° de publier des fragments de textes scientifiques;
- 4° de faire usage de textes qui ont un rapport avec l'hygiène ou la santé;
- 5° d'organiser des concours, des compétitions ou des tombolas;
- 6° d'utiliser plus d'une demi-page dans les journaux ou plus d'une page dans les périodiques par marque.

4. § 1er. Toute publicité en faveur de cigarettes, de cigares, de cigarillos et de tabac à fumer comporte, selon la langue dans laquelle elle est rédigée, une des mentions suivantes :

- ' Le tabac nuit à la santé '.
- ' Tabak schaadt de gezondheid '.
- ' Tabak schädigt die Gesundheit '.

§ 2. La mention doit être apposée de façon clairement visible, bien lisible, en caractères noirs corps 8 au minimum, sur fond blanc. Elle ne peut être dissimulée, voilée ou interrompue par une autre mention ou par une image.

§ 3. Le présent article ne s'applique pas aux publicités lumineuses ni aux équipements de sport.

5. Les infractions au présent arrêté seront recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exclusion de l'article 2, 4°, qui entre en vigueur le 1er janvier 1982. »

V. En droit

Position du Conseil des ministres

A.1. L'annulation de l'article 13 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme est demandée, conformément à la possibilité offerte par l'article 4, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Quant à l'article 12 — qui forme, avec l'article 13, une section intitulée « De l'interdiction de propagande ou de publicité en faveur du tabac » — et indépendamment de la question de sa constitutionnalité, il apparaîtrait comme dépourvu de toute signification autonome si l'article 13 devait être annulé par la Cour. La jurisprudence de la Cour d'arbitrage considère qu'il ne se justifie pas de laisser subsister, comme élément du droit positif, des normes dépourvues de toute portée réelle et d'imputer au législateur décréteur la responsabilité de telles dispositions, dont il est établi qu'elles ne correspondent pas à l'objectif recherché par lui.

Position de l'Exécutif de la Communauté française

A.2.1. La discussion semble être close sur la base de l'interprétation donnée par la Cour d'arbitrage dans son arrêt n° 6/92 du 5 février 1992, en ce qu'elle a examiné le problème sous le seul angle des matières dites personnalisables.

A.2.2. Cependant, le problème doit être examiné sous l'angle des matières culturelles mentionnées à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. Depuis la modification de cette loi par la loi spéciale du 8 août 1988, son article 4, 6°, n'exclut plus la publicité commerciale de la compétence communautaire en matière de radiodiffusion et de télévision. La matière de la publicité commerciale permet donc aux Communautés de réglementer la publicité radio-télévisée en faveur du tabac.

L'ancienne législation nationale (article 15, § 3, de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télévision et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision) contenait d'ailleurs des mesures de protection à l'égard de certains spectateurs et le Conseil supérieur de l'audiovisuel, se référant à l'article 12 de la directive C.E.E. du 3 octobre 1989 sur la télévision transfrontière, a mis l'accent non sur les aspects de médecine préventive dans la publicité, mais sur les principes éthiques devant régir la matière.

Enfin, dès lors que la loi spéciale du 8 août 1988 a attribué aux Communautés la totalité des compétences relatives à la publicité audiovisuelle, réintroduire une exception à la compétence communautaire là où le législateur spécial n'en a pas prévu, explicitement ou implicitement, reviendrait à violer la loi spéciale.

Réponse du Conseil des ministres

A.3.1. Un conflit apparent existe entre deux dispositions répartitrices de compétences : d'une part, les Communautés peuvent régler la publicité commerciale à la radio et à la télévision (article 4, 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988), mais, d'autre part, il leur est fait interdiction de régler la publicité en faveur de produits du tabac (arrêt n° 6/92 du 5 février 1992).

Ce conflit doit être résolu à l'aide du principe de proportionnalité déjà mis en oeuvre par la Cour lors du règlement de conflits de compétence (arrêts nos 27, 54, 2/89, 7/90 et 24/92).

En l'espèce, il est bien évident que permettre aux Communautés de régler la publicité en faveur de produits du tabac à la radio et à la télévision suppose, en théorie, qu'elles puissent l'interdire ou la limiter, mais aussi qu'elles puissent l'autoriser, voire la favoriser. Le cas échéant, l'exercice par les Communautés de leur compétence normative en matière de radiodiffusion et de télévision reviendrait à rendre illusoire toute politique cohérente et efficace du législateur national dans le domaine de la lutte contre le tabac.

Il n'y aurait dès lors aucun sens à interdire la publicité en faveur du tabac par le canal de la presse, de l'affichage ou du cinéma, tout en permettant, comme le prétend la Communauté française, qu'il y soit recouru par le canal de la radio ou de la télévision.

Par ailleurs, l'exercice de la compétence attribuée aux Communautés par l'article 4, 6°, de la loi spéciale n'est pas rendu impossible ou exagérément difficile par le simple fait que la publicité relative au tabac échapperait à leur emprise. Les produits et services de consommation sont suffisamment variés pour que cette limite n'ait qu'un impact marginal sur la matière de la publicité.

Quant à l'objection tirée de la circonstance que les Communautés pourraient vouloir mener une politique de lutte contre le tabagisme plus stricte que celle de l'autorité nationale, il suffit d'indiquer que l'article 4, 6°, de la loi spéciale doit être situé dans son contexte, qui est celui des matières culturelles, et que cette compétence dans le domaine de la publicité doit être envisagée par rapport à la nature et à la finalité du message publicitaire, qui est d'inciter à la consommation. Si la publicité radio-télévisée a été, en 1988, entièrement confiée aux Communautés, ce n'est évidemment pas pour leur permettre de développer une politique de prévention dans le domaine de la santé.

Le principe de proportionnalité serait donc méconnu si l'on se rangeait aux arguments de la Communauté française : ceux-ci sont de nature à nuire à la politique globale dont est chargé le législateur national dans ce domaine.

A.3.2. L'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 ne peut être invoqué pour soutenir la position de la Communauté française. En décidant, dès 1985, que « pour être compatible avec le système de compétences exclusives, le recours à l'article 10 de la loi spéciale n'est admissible qu'à la double condition que la matière réservée se prête à un règlement différencié et que l'impact sur la matière réservée ne soit que marginal » (C.A., arrêt n° 7 du 20 décembre 1985, 6.B.2), la Cour d'arbitrage a très clairement fait application du principe de proportionnalité aux compétences dites « implicites ».

A.3.3. A la suite de l'avis du Conseil d'Etat, la Communauté s'est d'ailleurs abstenue d'insérer dans le décret du 19 juillet 1991 relatif à l'audiovisuel la disposition qui figurait dans le projet de décret et qui interdisait toute forme de publicité pour le tabac.

Quant à la recevabilité

B.1. L'article 4 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage dispose :

« Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 26bis de la Constitution par le Conseil des ministres ou par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région lorsque :

1° (...)

2° la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 26bis de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1er. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour, selon le cas, au Premier ministre et aux présidents des Exécutifs;

3° (...).

L'arrêt n° 6/92 a été notifié au Premier ministre le 6 février 1992. Le recours en annulation, introduit le 4 août 1992, est recevable en tant qu'il vise l'article 13 du décret du 2 décembre 1982 précité.

B.2. L'article 1er, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 dispose :

« La Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation, en tout ou en partie, d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 26bis de la Constitution pour cause de violation : (...) des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions; ».

Aux termes de l'article 3, § 1er, de la même loi, de tels recours — sauf dans les cas visés à l'article 3, § 2, et à l'article 4 — ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai de six mois suivant la publication de la loi, du décret ou de la règle visée à l'article 26bis de la Constitution.

En ce qu'il tend à l'annulation de l'article 12 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme, publié au *Moniteur belge* du 14 janvier 1983, lequel article n'a pas fait l'objet de l'arrêt précité statuant sur question préjudicielle, le recours n'est pas recevable puisqu'il ne respecte pas le délai prévu par l'article 3, § 1er, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Quant au fond

Quant aux matières culturelles

B.3. Au moment où l'article 13 du décret du 2 décembre 1982 a été adopté, l'article 4, 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 n'avait pas encore été modifié. C'est donc par rapport à cet ancien article 4, 6°, que le contrôle de la loi attaquée doit s'opérer; il disposait :

« Art. 4. Les matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution sont : (...)

6° La radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission de communications du Gouvernement national ainsi que de publicité commerciale; (...) ».

Dès lors que cette disposition ne permettait pas aux Communautés de réglementer la publicité commerciale à la radio et à la télévision, l'objection soulevée par l'Exécutif de la Communauté française ne peut être retenue.

Quant aux matières personnalisables

B.4.1. Aux termes de l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution, les Conseils de Communauté règlent par décret, chacun en ce qui le concerne, les matières personnalisables.

Selon l'article 5, § 1er, I, 2°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les matières personnalisables visées à l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution comprennent notamment, en ce qui concerne la politique de santé, « l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales ».

Aucun des termes de cette énumération n'attribue expressément aux Communautés la compétence de réglementer la publicité pour le tabac.

B.4.2. Dans le décret de la Communauté française du 2 décembre 1982, la lutte contre la consommation de tabac s'articule autour de trois axes : l'interdiction de fumer dans certains locaux, la diffusion d'informations et une réglementation de la publicité pour les produits du tabac.

Les travaux préparatoires du décret font apparaître que la réglementation de la publicité a été inspirée, dans la même mesure que les autres dispositions du décret, par le souci de protéger la santé publique.

Cette réglementation doit être mise en rapport avec la compétence des Communautés en ce qui concerne la politique de santé, telle qu'elle est définie à l'article 5, § 1er, 1, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980. En effet, il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale que la compétence communautaire englobe notamment l'information et l'éducation sanitaire, la protection sanitaire de la population, notamment par la prévention du cancer et l'amélioration de l'état sanitaire de la population, soit dans le cadre de l'éducation sanitaire soit par d'autres moyens appropriés (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 434-2, 124-125; Chambre, 1979-1980, n° 627-10, 52).

Toutefois, les mêmes travaux préparatoires font également apparaître que le législateur spécial a entendu que, parmi d'autres matières, la « réglementation relative aux denrées alimentaires » soit exclue de la compétence des Communautés en ce qui concerne la politique de santé. Etant donné qu'à l'époque de l'élaboration de la loi spéciale, la réglementation de la publicité pour le tabac et les produits similaires faisait partie de celle contenue dans la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé, des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, que les travaux préparatoires qualifient de « réglementation relative aux denrées alimentaires », il y a lieu de considérer que le législateur national est demeuré compétent pour régler la publicité concernant les produits du tabac.

B.4.3. Sans doute, des mesures de médecine préventive ou des campagnes d'information relatives à la consommation de tabac relèveraient des matières personnalisables énumérées à l'article 5, § 1er, 1, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980. Tel n'est cependant pas le cas d'une réglementation ou d'une interdiction qui s'adresse exclusivement à ceux qui font de la publicité commerciale en faveur du tabac.

B.5. Il s'ensuit que la matière est restée de la compétence du législateur national et que la Communauté française a excédé ses compétences en prenant l'article 13 du décret du 2 décembre 1982.

Par ces motifs,

La Cour

déclare le recours irrecevable en tant qu'il est dirigé contre l'article 12 du décret de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme;

annule l'article 13 dudit décret.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 27 janvier 1993.

Le greffier,
H. Van der Zwalmen.

Le président,
D. André.

ARBITRAGEHOF

N. 93 — 325

[C — 21937]

Arrest nr. 7/93 van 27 januari 1993

Rolnummer 428

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 12 en 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 « relatif à la lutte contre le tabagisme » (betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging), ingesteld door de Ministerraad.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit voorzitter D. André en waarnemend voorzitter F. Debaedts, en de rechters L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel, L. François, P. Martens en Y. de Wasseige, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter D. André,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij verzoekschrift van 4 augustus 1992, aan het Hof toegezonden bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief en ter griffie ontvangen op 5 augustus 1992, vordert de Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, wiens kantoren gevestigd zijn te 1000 Brussel, Wetstraat 16, de vernietiging van artikel 13 en, bij wijze van gevolgtrekking, van artikel 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 « relatif à la lutte contre le tabagisme » (betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1983.

II. *De feiten en de voorgaande rechtspleging*

Bij zijn arrest nr. 6/92 van 5 februari 1992 heeft het Hof, in antwoord op een prejudiciële vraag die door de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel, zitting houdende in correctionele zaken, was gesteld, gezegd :

« Artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten. »

De Ministerraad vordert de vernietiging van de artikelen 12 en 13 van het voormelde decreet.

III. *Rechtspleging*

Bij beschikking van 5 augustus 1992 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen aanleiding was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven conform artikel 76 van de voormelde bijzondere wet bij op 2 september 1992 ter post aangetekende brieven, die op 3 september 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld, en conform artikel 78 van de bijzondere wet bij op 4 september 1992 ter post aangetekende brieven, die op 7, 8 en 9 september 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 september 1992.

De Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door de voorzitter van de Executieve, wiens kabinet gevestigd is te 1040 Brussel, Nijverheidsstraat 10-16, heeft bij op 14 oktober 1992 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Een afschrift van die memorie is conform artikel 89 van de organieke wet overgezonden bij op 28 oktober 1992 ter post aangetekende brief, die op 29 oktober 1992 aan de geadresseerde ter hand is gesteld.

De Ministerraad heeft bij op 27 november 1992 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 2 december 1992 is de zaak aan het Hof in voltallige zitting voorgelegd door rechter D. André, toen waarnemend voorzitter, die op 22 december 1992 als voorzitter van het Hof is gekozen.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft rechter F. Debaets, die de functie van voorzitter vervult ten gevolge van de verhindering van voorzitter J. Delva, rechter L.P. Suetens aangewezen om de zetel aan te vullen en vastgesteld dat de genoemde rechter verslaggever wordt.

Bij beschikking van 2 december 1992 heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid is en de dag van de terechtzitting bepaald op 14 januari 1993.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 2 december 1992 ter post aangetekende brieven, die op 3 december 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 14 januari 1993 ;

- zijn verschenen :

• Mr. M. Verdussen, loco Mr. P. Lambert, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

• Mr. Ch. Georges, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsexecutieve;

- hebben de rechters L. François en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

- zijn voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

IV. De bestreden bepalingen

De artikelen 12 en 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging luiden als volgt :

* Art. 12. Worden beschouwd als tabaksproducten voor de toepassing van deze sectie, producten bestemd om gerookt te worden, zelfs wanneer zij slechts gedeeltelijk uit tabak zijn samengesteld.

Art. 13. De bepalingen van artikels 2 tot 6 van het koninklijk besluit van 5 maart 1980 betreffende de reclame voor tabak, voor tabakhoudende producten en voor gelijkaardige producten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 september 1980 en van 21 januari 1982 hebben decreetswaarde. »

De artikelen 2 tot 6 van het in het artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging beoogde koninklijk besluit luiden als volgt :

* 2. Voor tabak, produkten op basis van tabak en soortgelijke produkten is het verboden reclame te voeren :

1° in radio of televisie;

2° met luchtvaartuigen of vaartuigen;

3° onder de vorm van films, van diapositieven of van andere projecties in plaatsen, die toegankelijk zijn voor het publiek;

4° door aanplakking of borden behalve in de plaatsen waar de in dit besluit bedoelde produkten langs de normale weg in de handel worden gebracht;

5° met lichtreclames tenzij in of buiten de plaatsen waar de in dit besluit bedoelde produkten langs de normale weg in de handel worden gebracht;

6° door het uitdelen of het ten huize afleveren van afzonderlijke reclamefolders of zelfklevers;

7° door het mondeling openbaar aanprijzen;

8° door het gratis uitdelen van monsters tabak, produkten op basis van tabak en soortgelijke produkten;

9° door het gebruiken van de merknaam of het merkteken van tabak, van produkten op basis van tabak of van soortgelijke produkten of door het gebruiken van enige andere figuur of vermelding die er mee in verband kan gebracht worden op andere gebruiksvoorwerpen dan die welke rechtstreeks met het tabaksverbruik te maken hebben;

10° in tijdschriften voor kinderen.

3. In reclame voor tabak, produkten op basis van tabak en soortgelijke produkten is het verboden :

1° gebruik te maken van de afbeelding van in leven zijnde personen met algemene bekendheid;

2° gebruik te maken van verklaringen of teksten betreffende een ander persoon dan de uitvinder van het procédé van fabricage van het desbetreffend produkt;

3° uittreksels uit wetenschappelijke teksten op te nemen;

4° gebruik te maken van teksten, die betrekking hebben op de hygiëne of de gezondheid;

5° prijsvragen uit te schrijven of wedstrijden of tombola's te organiseren;

6° meer dan een halve bladzijde in kranten of meer dan één bladzijde in tijdschriften te gebruiken per merk.

4. § 1. Elke reclame voor sigaretten, sigaren, sigarillo's en rooktabak vermeldt, al naar de taal waarin de reclame wordt gevoerd :

' Tabak schaadt de gezondheid '.

' Le tabac nuit à la santé '.

' Tabak schädigt die Gesundheit '.

§ 2. De vermelding wordt aangebracht in duidelijke zichtbare, goed leesbare, zwarte lettertekens van tenminste corpus 8 op een witte grond. Zij mag niet verborgen, bedekt of onderbroken zijn door een andere vermelding of door een afbeelding.

§ 3. Dit artikel is niet van toepassing op lichtreclames en sportuitrustingen.

5. Overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten.

6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de zevende maand volgend op die gedurende welke het in het ' Belgisch Staatsblad ' is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 2, 4° dat op 1 januari 1982 in werking treedt. ».

*V. In rechte**Standpunt van de Ministerraad*

A.1. De vernietiging van artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging wordt gevorderd overeenkomstig de mogelijkheid die bij artikel 4, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof is geboden.

Artikel 12 — dat met artikel 13 een afdeling vormt waarvan de titel luidt « Propaganda- of reclameverbod ten gunste van tabak » — zou, los van de vraag betreffende de grondwettigheid ervan, geen enkele autonome betekenis meer blijken te hebben indien artikel 13 door het Hof zou worden vernietigd. In de rechtspraak van het Arbitragehof wordt ervan uitgegaan dat het niet verantwoord is normen zonder reële draagwijdte als bestaanddeel van het positief recht te laten voortbestaan, en op de decreetgever de verantwoordelijkheid te leggen voor dergelijke bepalingen, waarvan is uitgemaakt dat zij niet aan de door hem beoogde doelstelling beantwoorden.

Standpunt van de Franse Gemeenschapsexecutieve

A.2.1. De discussie lijkt beëindigd op basis van de door het Arbitragehof in zijn arrest nr. 6/92 van 5 februari 1992 gegeven interpretatie, in zoverre het Hof het probleem enkel vanuit de invalshoek van de zogeheten persoonsgebonden aangelegenheden heeft onderzocht.

A.2.2. Het probleem dient evenwel te worden onderzocht vanuit de invalshoek van de culturele aangelegenheden, vermeld in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Sedert de wijziging van die wet bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, is in artikel 4, 6°, de handelspubliciteit niet meer vermeld als uitzondering op de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake radio-omroep en televisie. De aangelegenheid van de handelspubliciteit staat de Gemeenschappen derhalve toe de radio- en televisiereclame voor tabak te regelen.

De vroegere nationale wetgeving (artikel 15, § 3, van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie) bevatte overigens beschermingsmaatregelen ten aanzien van bepaalde kijkers, en de « Conseil supérieur de l'audiovisuel », die zich beroept op artikel 12 van de E.E.G.-richtlijn van 3 oktober 1989 over grensoverschrijdende televisie, heeft niet de nadruk gelegd op de preventieve gezondheidszorg in de reclame, maar wel op de ethische principes die in die aangelegenheid moeten gelden.

Ten slotte, aangezien de bijzondere wet van 8 augustus 1988 alle bevoegdheden betreffende de audiovisuele reclame aan de Gemeenschappen heeft toegewezen, zou het opnieuw invoeren van een uitzondering op de bevoegdheid van de Gemeenschappen in een aangelegenheid waarin de bijzondere wetgever er in geen enkele heeft voorzien, noch uitdrukkelijk, noch impliciet, neerkomen op een schending van de bijzondere wet.

Antwoord van de Ministerraad

A.3.1. Er lijkt een conflict te bestaan tussen twee bevoegdheidsverdelende bepalingen : enerzijds kunnen de Gemeenschappen de handelsreclame op radio en televisie regelen (artikel 4, 6°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988), maar anderzijds is het hun verboden de reclame voor tabaksproducten te regelen (arrest nr. 6/92 van 5 februari 1992).

Dat conflict dient te worden opgelost aan de hand van het evenredigheidsbeginsel dat door het Hof reeds is toegepast bij de regeling van bevoegdheidsconflicten (arresten nrs. 27, 54, 2/89, 7/90 en 24/92).

Ten deze ligt het wel degelijk voor de hand dat, wanneer het de Gemeenschappen is toegestaan de reclame voor tabaksproducten op radio en televisie te regelen, dit in theorie veronderstelt dat zij die reclame kunnen verbieden of beperken, maar ook dat zij ze kunnen toestaan en zelfs bevorderen. In voorkomend geval zou de uitoefening door de Gemeenschappen van hun normatieve bevoegdheid inzake radio- en televisieomroep erop neerkomen dat elk doeltreffend en coherent beleid van de nationale wetgever op het vlak van de tabaksbestrijding illusoir wordt gemaakt.

Derhalve zou het geen enkele zin hebben reclame voor tabak via de pers, affiches of in de bioscoop te verbieden en terzelfder tijd toe te staan, zoals de Franse Gemeenschap beweert, dat dergelijke reclame wordt gevoerd via radio of televisie.

Overigens wordt de uitoefening van de bij artikel 4, 6°, van de bijzondere wet aan de Gemeenschappen toegewezen bevoegdheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk gemaakt door het louter feit dat de tabaksreclame aan hun invloedssfeer zou ontsnappen. De verbruiksproducten en -diensten zijn voldoende gevarieerd opdat die beperking slechts een marginale weerslag heeft op de aangelegenheid van de reclame.

Ten aanzien van het bezwaar dat is ontleend aan de omstandigheid dat de Gemeenschappen de bedoeling zouden kunnen hebben een strenger beleid tegen nicotinevergiftiging te voeren dan de nationale overheid, volstaat het erop te wijzen dat artikel 4, 6°, van de bijzondere wet in zijn context — de culturele aangelegenheden — dient te worden geplaatst en dat die bevoegdheid op het vlak van de reclame moet worden beoogd met betrekking tot de aard en de doelstelling van de reclameboodschap, namelijk aanzetten tot consumptie. In 1988 is de radio- en televisiereclame weliswaar volledig aan de Gemeenschappen toegewezen, maar uiteraard niet om hun de gelegenheid te bieden een preventiebeleid te ontwikkelen op het vlak van de gezondheidszorg.

Het evenredigheidsbeginsel zou dus zijn miskend indien men zou instemmen met de argumenten van de Franse Gemeenschap : zij zijn van die aard dat zij afbreuk kunnen doen aan het algemene beleid waarmee de nationale wetgever op dat vlak is belast.

A.3.2. Artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan niet worden aangevoerd om de stelling van de Franse Gemeenschap kracht bij te zetten. Reeds in 1985 besliste het Arbitragehof dat « om verenigbaar te zijn met het stelsel van de exclusieve bevoegdheden (...) een beroep op artikel 10 van de bijzondere wet slechts toelaatbaar (is) onder de dubbele voorwaarde dat de voorbehouden aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde regeling leent en dat de weerslag op de voorbehouden aangelegenheid slechts marginaal is » (Arbitragehof, arrest nr. 7 van 20 december 1985, 6.B.2); aldus heeft het Hof het evenredigheidsbeginsel op zeer duidelijke wijze toegepast op de zogeheten « impliciete » bevoegdheden.

A.3.3. Naar aanleiding van het advies van de Raad van State heeft de Gemeenschap er overigens van afgezien de in het ontwerp van decreet vervatte bepaling die iedere vorm van reclame voor tabak verbodt, in het decreet van 19 juli 1991 « relatif à l'audiovisuel » (over de audiovisuele sector) in te voegen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.1. Artikel 4 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof luidt als volgt :

« Voor de Ministerraad of voor de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel wanneer :

1° (...)

2° het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan, al naar het geval, de Eerste Minister en aan de voorzitters van de Executieven;

3^o (...) ».

Van het arrest nr. 6/92 is aan de Eerste Minister kennisgegeven op 6 februari 1992. Het beroep tot vernietiging, ingesteld op 4 augustus 1992, is ontvankelijk in zoverre het artikel 13 van het voormelde decreet van 2 december 1982 beoogt.

B.2. Artikel 1, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 luidt als volgt :

« Het Arbitragehof doet, bij wege van arrest, uitspraak op de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een in artikel 26 *bis* van de Grondwet bedoelde regel wegens schending van : (...) de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten; ».

Naar luid van artikel 3, § 1, van dezelfde wet zijn dergelijke beroepen — behoudens in de gevallen bedoeld in de artikelen 3, § 2, en 4 — slechts ontvankelijk indien zij worden ingesteld binnen een termijn van zes maanden na de bekendmaking van de wet, het decreet of de in artikel 26 *bis* van de Grondwet bedoelde regel.

In zoverre het beroep strekt tot vernietiging van artikel 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1983, artikel dat niet het voorwerp was van het voormelde arrest waarbij over de prejudiciële vraag uitspraak is gedaan, is het niet-ontvankelijk, aangezien de bij artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 bepaalde termijn niet in acht is genomen.

Ten gronde

Ten aanzien van de culturele aangelegenheden

B.3. Op het ogenblik waarop artikel 13 van het decreet van 2 december 1982 is aangenomen, was artikel 4, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen nog niet gewijzigd. Derhalve dient de bestreden wet te worden getoetst aan het vroegere artikel 4, 6^o, dat als volgt luidde :

« Art. 4. De culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 59 *bis*, § 2, 1^o, van de Grondwet zijn : (...) »

6^o De radio-omroep en de televisie, het uitzenden van mededelingen van de Nationale Regering en van handelspubliciteit uitgezonderd; (...) ».

Aangezien die bepaling de Gemeenschappen niet toestond de handelsreclame op radio en televisie te regelen, kan het door de Franse Gemeenschapsexecutieve opgeworpen bezwaar niet in aanmerking worden genomen.

Ten aanzien van de persoonsgebonden aangelegenheden

B.4.1. Naar luid van artikel 59 *bis*, § 2 *bis*, van de Grondwet regelen de Gemeenschapsraden, ieder wat hem betreft, bij decreet de persoonsgebonden aangelegenheden.

Volgens artikel 5, § 1, I, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen omvatten de in artikel 59 *bis*, § 2 *bis*, van de Grondwet bedoelde persoonsgebonden aangelegenheden onder meer, wat het gezondheidsbeleid betreft, « de gezondheidsopvoeding alsook de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg, met uitzondering van de nationale maatregelen inzake profylaxies ».

De bevoegdheid om de reclame voor tabak te regelen is in die opsomming niet uitdrukkelijk aan de Gemeenschappen toegewezen.

B.4.2. In het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 behelst de strijd tegen het tabaksgebruik drie aspecten : een rookverbod in sommige ruimten, informatieverstrekking en een reclamerregeling voor tabaksprodukten.

Uit de parlementaire voorbereiding van het decreet blijkt dat de reclameregeling daarbij, in dezelfde mate als de andere bepalingen van het decreet, is ingegeven door de zorg voor de bescherming van de volksgezondheid.

De regeling leunt aan bij de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake het gezondheidsbeleid, zoals omschreven in artikel 5, § 1, I, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Blijkens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet omvat de gemeenschapsbevoegdheid immers onder meer de gezondheidsopvoeding en -voorlichting, de vrijwaring van de volksgezondheid, met name door het voorkomen van kanker en de verbetering van de gezondheidstoestand van de bevolking, hetzij in het kader van de gezondheidsopvoeding hetzij door andere passende middelen (*Gedr. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434-2, 124-125; Kamer, 1979-1980, nr. 627-10, 52).

Evenwel, uit dezelfde parlementaire voorbereiding blijkt eveneens dat de bijzondere wetgever onder meer de « levensmiddelenwetgeving » heeft uitgesloten van de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake gezondheidsbeleid. Aangezien ten tijde van de totstandkoming van de bijzondere wet de reglementering van de reclame voor tabak en aanverwante produkten deel uitmaakte van de reglementering vervat in de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruiker op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, in de parlementaire voorbereiding « levensmiddelenwetgeving » genoemd, moet worden aangenomen dat de nationale wetgever bevoegd is gebleven om de reclame voor tabaksprodukten te regelen.

B.4.3. Ongetwijfeld zouden maatregelen van preventieve gezondheidszorg of informatiecampagnes betreffende het verbruik van tabak behoren tot de persoonsgebonden aangelegenheden die zijn opgesomd in artikel 5, § 1, I, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Zulks is echter niet het geval voor een reglementering of een verbod dat uitsluitend bestemd is voor degenen die handelsreclame maken voor tabak.

B.5. Daaruit volgt dat de aangelegenheid tot de bevoegdheid van de nationale wetgever is blijven behoren en dat de Franse Gemeenschap haar bevoegdheden heeft overschreden door artikel 13 van het decreet van 2 december 1982 aan te nemen.

Om die redenen,

Het Hof

verklaart het beroep niet-ontvankelijk in zoverre het is gericht tegen artikel 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 « *relatif à la lutte contre le tabagisme* » (betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging);

vernietigt artikel 13 van het voormelde decreet.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 27 januari 1993.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
D. André.

SCHIEDSHOF

D. 93 — 325

[C — 21038]

Urteil Nr. 7/93 vom 27. Januar 1993

Geschäftsverzeichnisnr. 428

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 12 und 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 « relatif à la lutte contre le tabagisme » (bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung), erhoben vom Ministerrat.

Der Schiedshof,
zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden D. André und dem stellvertretenden Vorsitzenden F. Debaedts, und den Richtern L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel, L. François, P. Martens und Y. de Wasseige, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden D. André, verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 4. August 1992, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 5. August 1992 bei der Kanzlei eingegangen ist, beantragt der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, mit Amtssitz in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16, die Nichtigerklärung von Artikel 13 und infolgedessen von Artikel 12 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 « relatif à la lutte contre le tabagisme » (bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Januar 1983.

II. Sachverhalt und vorhergehendes Verfahren

In seinem Urteil Nr. 6/92 vom 5. Februar 1992 hat der Hof in Beantwortung einer präjudiziellen Frage, die von dem in Strafsachen entscheidenden Erinstanzlichen Gericht Brüssel gestellt worden war, folgendes für Recht erkannt:

« Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung verletzt die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften. »

Der Ministerrat beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 12 und 13 des vorgenannten Dekrets.

III. Verfahren

Durch Anordnung vom 5. August 1992 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben geurteilt, daß es in diesem Fall keinen Anlaß zur Anwendung der Artikel 71 ff. des vorgenannten Sondergesetzes gab.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des vorgenannten Sondergesetzes mit am 2. September 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 3. September 1992 zugestellt wurden, und gemäß Artikel 78 des Sondergesetzes mit am 4. September 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 7., 8. und 9. September 1992 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des vorgenannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. September 1992.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch den Vorsitzenden der Exekutive, mit Amtssitz in 1040 Brüssel, rue de l'Industrie 10-16, hat mit am 14. Oktober 1992 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Eine Abschrift dieses Schriftsatzes wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 28. Oktober 1992 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief, der am 29. Oktober 1992 dem Adressaten zugestellt wurde, übermittelt.

Der Ministerrat hat mit am 27. November 1992 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 2. Dezember 1992 wurde die Rechtssache vom Richter D. André, dem damals stellvertretenden Vorsitzenden, der am 22. Dezember 1992 zum Vorsitzenden des Hofes gewählt wurde, dem Hof in vollzähliger Sitzung vorgelegt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Richter F. Debaedts, der infolge der Verhinderung des Vorsitzenden J. Delva als Vorsitzender fungiert, den Richter L.P. Suetens dazu bestimmt, die Besetzung zu ergänzen, und festgestellt, daß der genannte Richter Berichterstatter wird.

Durch Anordnung vom 2. Dezember 1992 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 14. Januar 1993 festgelegt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert wurden; dies erfolgte mit am 2. Dezember 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 3. Dezember 1992 den Adressaten zugestellt wurden.

Auf der Sitzung vom 14. Januar 1993.

— erschienen

RA M. Verdussen, loco RA P. Lambert, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

RA Ch. Georges, in Brüssel zugelassen, für die Exekutive der Französischen Gemeinschaft,

— haben die Richter L. François und L.P. Suetens Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

IV. Die angefochtenen Bestimmungen

Die Artikel 12 und 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung lauten folgendermaßen:

« Art. 12. Zur Anwendung dieses Abschnitts gelten als Tabakerzeugnisse Erzeugnisse, die zum Rauchen bestimmt sind, auch wenn sie nur teilweise aus Tabak zusammengesetzt sind.

Art. 13. Die Bestimmungen der Artikel 2bis 6 des königlichen Erlasses vom 5. März 1980 bezüglich der Werbung für Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und gleichgestellte Erzeugnisse in der durch den königlichen Erlaß vom 22. September 1980 und 21. Januar 1982 abgeänderten Fassung haben Dekretswert. »

Die Artikel 2bis 6 des königlichen Erlasses, auf den sich Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung bezieht, lauten folgendermaßen:

- « 2. Werbung für Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und gleichgestellte Erzeugnisse ist verboten
- 1° in Rundfunk- und Fernsehen,
 - 2° mit Luft- oder Wasserfahrzeugen,
 - 3° in der Form von Filmen, Dias oder sonstigen Projektionen an der Öffentlichkeit zugänglichen Orten,
 - 4° durch Plakate oder Werbetafeln, außer in den Räumen, wo die Erzeugnisse, auf die sich dieser Erlaß bezieht, auf dem üblichen Weg in den Handel gebracht werden,
 - 5° mit Leuchtreklamen, außer innerhalb oder außerhalb der Räume, wo die Erzeugnisse, auf die sich dieser Erlaß bezieht, auf dem üblichen Weg in den Handel gebracht werden,
 - 6° durch das Verteilen oder Zustellen von separaten Werbeprospekten oder Aufklebern,
 - 7° durch mündliches Anpreisen in der Öffentlichkeit,
 - 8° durch das Verteilen kostenloser Muster von Tabak, Erzeugnissen auf Tabakbasis und gleichgestellten Erzeugnissen,
 - 9° durch die Verwendung des Markennamens oder Markenzeichens von Tabak, Erzeugnissen auf Tabakbasis oder gleichgestellten Erzeugnissen oder durch die Verwendung irgendeiner anderen Figur oder Erwähnung, die damit in Zusammenhang gebracht werden kann, auf anderen als unmittelbar mit dem Tabakkonsum zusammenhängenden Gebrauchsgegenständen,
 - 10° in Zeitschriften für Kinder.
3. In der Werbung für Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und gleichgestellte Erzeugnisse ist es verboten,
- 1° Bilder von noch lebenden, allgemein bekannten Personen zu verwenden,
 - 2° Aussagen oder Texte in bezug auf eine andere Person als den Erfinder des Herstellungsverfahrens des entsprechenden Produktes zu verwenden,
 - 3° Auszüge aus wissenschaftlichen Texten aufzunehmen,
 - 4° Texte, die mit der Hygiene oder Gesundheit zusammenhängen, zu verwenden,
 - 5° Preisausschreiben, Wettbewerbe oder Tombolas zu veranstalten,
 - 6° pro Marke mehr als eine halbe Seite in Zeitungen oder mehr als eine Seite in Zeitschriften zu verwenden.
- 4 § 1. Jede Werbung für Zigaretten, Zigarren, Zigarillos und Rauchtobak enthält je nach der Sprache, in der die Werbung geführt wird, den Vermerk:
- ' Tabak schädigt die Gesundheit ',
 - ' La tabac nuit à la santé ',
 - ' Tabak schaadt de gezondheid '.
- § 2. Der Vermerk ist in deutlich sichtbaren, gut leserlichen, schwarzen Schriftzeichen, mindestens in Schriftgröße 8, auf weißem Grund anzubringen. Er darf nicht durch andere Vermerke oder durch eine Abbildung verborgen, bedeckt oder unterbrochen werden.
- § 3. Dieser Artikel gilt nicht für Leuchtreklamen und Sportausrüstungen.
5. Zuwiderhandlungen gegen diesen Erlaß werden geahndet, verfolgt und bestraft gemäß dem Gesetz vom 24. Januar 1977 zum Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und sonstiger Erzeugnisse.
6. Dieser Erlaß tritt am ersten Tag des siebten Monats, der auf jenen Monat folgt, in dem er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 2 4°, der am 1. Januar 1982 in Kraft tritt. »

V. In rechtlicher Beziehung

Standpunkt des Ministerrates

A.1. Die Nichtigerklärung von Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung werde gemäß der durch Artikel 4 2° des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof gebotenen Möglichkeit beantragt.

Artikel 12, der mit Artikel 13 einen Abschnitt bildet, welcher den Titel « Verbot der Propaganda oder Werbung für Tabak » trägt, hätte — ganz abgesehen von der Frage nach seiner Verfassungsmäßigkeit — offensichtlich keine eigenständige Bedeutung mehr, wenn Artikel 13 vom Hof für nichtig erklärt werden sollte. Nach der Rechtsprechung des Schiedshofes sei es nicht zu vertreten, Rechtsnormen ohne wirkliche Tragweite als Bestandteile des positiven Rechtes aufrechtzuerhalten und dem Dekretgeber die Verantwortung für solche Bestimmungen zu überlassen, die erwiesenermaßen nicht dem von ihm verfolgten Ziel entsprechen.

Standpunkt der Exekutive der Französischen Gemeinschaft

A.2.1. Die Diskussion scheine aufgrund der vom Schiedshof in seinem Urteil Nr. 6/82 vom 5. Februar 1992 vermittelten Auslegung beendet zu sein, soweit der Hof das Problem nur vom Gesichtspunkt der sogenannten personenbezogenen Angelegenheiten heraus untersucht habe.

A.2.2. Das Problem sei allerdings vom Gesichtspunkt der kulturellen Angelegenheiten heraus, die in Artikel 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen aufgeführt seien, zu untersuchen. Seit der Änderung dieses Gesetzes durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 gehöre in Artikel 4 6° die Handelswerbung nicht mehr zu den Ausnahmen von der Zuständigkeit der Gemeinschaften in bezug auf Rundfunk und Fernsehen. Die Angelegenheit der Handelswerbung erlaube es somit den Gemeinschaften, die Rundfunk- und Fernsehwerbung für Tabak zu regeln.

Die frühere nationale Gesetzgebung (Artikel 15 § 3 des Gesetzes vom 6. Februar 1987 bezüglich der Rundfunk- und Fernseekabelnetze und der Handelswerbung in Rundfunk und Fernsehen) habe übrigens Schutzmaßnahmen für bestimmte Zuschauer vorgesehen, und der Oberste Rat für den audiovisuellen Bereich, der sich auf Artikel 12 der EG-Richtlinie vom 3. Oktober 1989 über grenzüberschreitendes Fernsehen berufe, habe nicht die präventivmedizinischen Aspekte bei der Werbung betont, sondern vielmehr die in diesem Bereich zu handhabenden ethischen Prinzipien.

Da schließlich das Sondergesetz vom 8. August 1988 alle Zuständigkeiten bezüglich der audiovisuellen Werbung den Gemeinschaften zugewiesen habe, würde die erneute Einführung einer Ausnahme von der Zuständigkeit der Gemeinschaften in einer Angelegenheit, in der der Sondergesetzgeber weder ausdrücklich noch implizit eine vorgesehen habe, auf eine Verletzung des Sondergesetzes hinauslaufen.

Antwort des Ministerrates

A.3.1. Es liege anscheinend ein Konflikt zwischen zwei zuständigkeitsverteilenden Bestimmungen vor einerseits könnten die Gemeinschaften die Handelswerbung in Rundfunk und Fernsehen regeln (Artikel 4 6° des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung), andererseits sei es ihnen aber verboten, die Werbung für Tabakerzeugnisse zu regeln (Urteil Nr. 6/92 vom 5. Februar 1992).

Dieser Konflikt sei anhand des Verhältnismäßigkeitsgrundsatzes zu lösen, den der Hof bei der Schlichtung von Zuständigkeitskonflikten bereits angewandt habe (Urteile Nrn. 27, 54, 2/89, 7/90 und 24/92).

In diesem Fall liege es klar auf der Hand, daß, wenn es den Gemeinschaften erlaubt werde, die Rundfunk- und Fernsehwerbung für Tabakerzeugnisse zu regeln, dies theoretisch voraussetze, daß sie diese Werbung untersagen und verbieten, aber auch erlauben und sogar fördern könnten. Vorkommendenfalls würde die Ausübung der Rechtsetzungskompetenz der Gemeinschaften in bezug auf Rundfunk und Fernsehen darauf hinauslaufen, jede wirksame und kohärente Politik des Nationalgesetzgebers im Bereich der Tabakbekämpfung illusorisch zu machen.

Es hätte deshalb gar keinen Sinn, Tabakwerbung in der Presse, durch Plakate oder im Kino zu untersagen, und gleichzeitig zu erlauben, wie es die Französische Gemeinschaft behauptet, daß solche Werbung in Rundfunk und Fernsehen gemacht werde.

Im übrigen werde die Ausübung der durch Artikel 4 6° des Sondergesetzes den Gemeinschaften zugewiesenen Zuständigkeit durch den bloßen Umstand, daß die Tabakwerbung sich ihrem Einfluß entziehen würde, nicht unmöglich gemacht oder übertriebenermaßen erschwert. Die Konsumgüter und -dienstleistungen seien genügend variiert, damit diese Einschränkung lediglich eine geringfügige Auswirkung auf die Angelegenheit der Werbung habe.

Hinsichtlich der Beschwerde, die darauf beruhe, daß die Gemeinschaften die Absicht haben könnten, eine strengere Politik gegen die Nikotinvergiftung zu führen als die nationale Obrigkeit, genüge der Hinweis darauf, daß Artikel 4 6° des Sondergesetzes in seinen Kontext — die kulturellen Angelegenheiten — zu stellen und diese Zuständigkeit in bezug auf die Werbung im Hinblick auf Art und Zweck der Reklame, d.h. das Anreizen zum Konsum, zu betrachten sei. Im Jahre 1988 sei die Rundfunk- und Fernsehwerbung zwar völlig den Gemeinschaften übertragen worden, jedoch nicht mit dem Ziel, es ihnen zu ermöglichen, eine Präventionspolitik im Bereich des Gesundheitswesens zu entwickeln.

Der Verhältnismäßigkeitsgrundsatz wäre also mißachtet, wenn man den Argumenten der Französischen Gemeinschaft beipflichten würde; sie seien geeignet, der allgemeinen Politik, mit der der Nationalgesetzgeber beauftragt sei, Abbruch zu tun.

A.3.2. Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 könne nicht zur Unterstützung des Standpunktes der Französischen Gemeinschaft herangezogen werden. Der Schiedshof habe bereits 1985 erkannt, daß « um mit dem System der ausschließlichen Kompetenzen vereinbar zu sein, (...) die Berufung auf Artikel 10 des Sondergesetzes nur unter der zweifachen Bedingung zulässig (ist), daß der vorbehaltenen Bereich differenziert geregelt werden kann und die Wirkung auf den vorbehaltenen Bereich nur nebensächlich ist » (Schiedshof, Urteil Nr. 7 vom 20. Dezember 1985, 6.B.2); somit habe der Hof den Gleichheitsgrundsatz eindeutig auf die sogenannten « impliziten » Zuständigkeiten angewandt.

A.3.3. Infolge der Stellungnahme des Staatsrates habe die Gemeinschaft übrigens darauf verzichtet, die im Dekretsentwurf enthaltene, jegliche Form der Werbung für Tabak untersagende Bestimmung in das Dekret vom 19. Juli 1991 « relatif à l'audiovisuel » (bezüglich des audiovisuellen Bereichs) aufzunehmen.

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.1. Artikel 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof bestimmt folgendes:

« Dem Ministerrat und den Exekutiven der Gemeinschaften und Regionen wird eine neue sechsmonatige Frist für die Erhebung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekretes oder einer in Artikel 26 bis der Verfassung erwähnten Regel eröffnet, wenn

1° (...)

2° der Schiedshof auf eine ihm zur Vorabentscheidung vorgelegte Frage erklärt hat, daß dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 26 bis der Verfassung erwähnte Regel gegen eine Regel oder einen Verfassungsartikel verstößt, auf die sich Artikel 1 bezieht. Die Frist läuft ab dem Datum, ab dem das vom Schiedshof gefällte Urteil dem Premierminister bzw. den Vorsitzenden der Exekutive notifiziert wird;

3° (...)

Das Urteil Nr. 6/92 wurde dem Premierminister am 6. Februar 1992 notifiziert. Die am 4. August 1992 erhobene Nichtigkeitsklage ist zulässig, soweit sie sich auf Artikel 13 des vorgenannten Dekrets vom 2. Dezember 1982 bezieht.

B.2. Artikel 1 1° des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 lautet folgendermaßen:

« Der Schiedshof befindet im Urteilswege über Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 26 bis der Verfassung bezeichneten Vorschrift wegen Verletzung (...) der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften, »

Nach Artikel 3 § 1 desselben Gesetzes sind solche Klagen -à außer in den Fällen, auf die sich die Artikel 3 § 2 und 4 beziehen — nur zulässig, wenn sie innerhalb einer sechsmonatigen Frist nach Veröffentlichung des Gesetzes, des Dekrets oder der in Artikel 26 bis der Verfassung bezeichneten Vorschrift erhoben werden.

Soweit die Klage die Nichtigerklärung von Artikel 12 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Januar 1983 veröffentlicht wurde, bezweckt, wobei dieser Artikel nicht Gegenstand des vorgenannten Urteils, in dem über die präjudizielle Frage befunden wurde, war, ist sie unzulässig, da die in Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 festgelegte Frist nicht beachtet worden ist.

*Zur Hauptsache**Hinsichtlich der kulturellen Angelegenheiten*

B.3. Zum Zeitpunkt der Verabschiedung von Artikel 13 des Dekrets vom 2. Dezember 1982 war Artikel 4 6° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen noch nicht abgeändert worden. Deshalb ist das angefochtene Gesetz anhand des früheren Artikel 4 6° zu prüfen, der folgendermaßen lautete:

« Art. 4. Die kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59 bis § 2 1° der Verfassung bezieht, sind : (...)
6° Rundfunk und Fernsehen, mit Ausnahme der Sendung von Mitteilungen der Nationalregierung und Handelswerbung; (...). »

Da diese Bestimmung es den Gemeinschaften nicht erlaubte, die Handelswerbung in Rundfunk und Fernsehen zu regeln, kann die von der Französischen Gemeinschaft erhobene Beschwerde nicht berücksichtigt werden.

Hinsichtlich der personenbezogenen Angelegenheiten

B.4.1. Laut Artikel 59 bis § 2 bis regeln die Gemeinschaftsräte durch Dekret — jeder für seinen Bereich — die personenbezogenen Angelegenheiten.

Nach Artikel 5 § 1 I 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen umfassen die personenbezogenen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 59 bis § 2 bis unter anderen, was die Gesundheitspolitik betrifft, « die Gesundheitserziehung sowie die Tätigkeiten und Dienstleistungen im Bereich der Präventivmedizin, mit Ausnahme der nationalen Maßnahmen im Bereich der Prophylaxe ».

Die Zuständigkeit für die Regelung der Tabakwerbung ist in dieser Aufzählung nicht ausdrücklich den Gemeinschaften zugewiesen worden.

B.4.2. Im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 umfaßt die Bekämpfung des Tabakverbrauchs drei Aspekte: das Rauchverbot in gewissen Räumen, die Aufklärung, sowie eine Regelung der Werbung für Tabakerzeugnisse.

Aus den Vorarbeiten zum Dekret geht hervor, daß die Werberegulierung dabei im gleichen Maße wie die übrigen Bestimmungen des Dekrets auf das Bemühen um den Schutz der Volksgesundheit zurückzuführen ist.

Diese Regelung lehnt sich an die Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Gesundheitspolitik an, so wie diese in Artikel 5 § 1 I 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist. Den Vorarbeiten zum Sondergesetz zufolge umfaßt die Gemeinschaftskompetenz nämlich unter anderem die Gesundheitserziehung und -information, den Schutz der Volksgesundheit, namentlich durch die Verhütung von Krebs und die Verbesserung des Gesundheitszustandes der Bevölkerung, entweder im Rahmen der Gesundheitserziehung oder durch andere geeignete Maßnahmen (*Drucks.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434-2, 124-125; Kammer, 1979-1980, Nr. 627-10, 52).

Allerdings geht aus denselben Vorarbeiten ebenfalls hervor, daß der Sondergesetzgeber unter anderem die « Lebensmittelgesetzgebung » von der Zuständigkeit der Gemeinschaften im Bereich der Gesundheitspolitik ausgeschlossen hat. Da zum Zeitpunkt der Entstehung des Sondergesetzes die Regelung der Werbung für Tabak und ähnliche Erzeugnisse zu der im Gesetz vom 24. Januar 1977 zum Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und sonstiger Erzeugnisse enthaltenen, in den Vorarbeiten « Lebensmittelgesetzgebung » genannten Regelung gehörte, ist anzunehmen, daß der Nationalgesetzgeber zuständig geblieben ist, die Werbung für Tabakerzeugnisse zu regeln.

B.4.3. Zweifelsohne würden Maßnahmen der Präventivmedizin oder Aufklärungskampagnen bezüglich des Tabakverbrauchs zu den personenbezogenen Angelegenheiten gehören, die in Artikel 5 § 1 I 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 aufgezählt sind. Dies ist jedoch nicht der Fall bei einer Reglementierung oder Untersagung, die sich ausschließlich an diejenigen richtet, die Handelswerbung für Tabak betreiben.

B.5. Daraus ergibt sich, daß die Angelegenheit weiterhin zum Zuständigkeitsbereich des Nationalgesetzgebers gehört und die Französische Gemeinschaft durch die Annahme von Artikel 13 des Dekrets vom 2. Dezember 1982 ihren Zuständigkeitsbereich überschritten hat.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt die Klage für unzulässig, soweit sie sich gegen Artikel 12 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 1982 « relatif à la lutte contre le tabagisme » (bezüglich der Bekämpfung der Nikotinvergiftung) richtet;

erklärt Artikel 13 des vorgenannten Dekrets für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. Januar 1993.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
D. André.

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 326

4 NOVEMBER 1992. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende bijkomende vaststelling van een toegeelaten programmatie in het secundair onderwijs voor sociale promotie voor het schooljaar 1991-1992

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1961, 27 juni 1962, 2 juni 1970, 6 juli 1970, 11 juli 1973, 17 januari 1974, 14 juli 1975, 20 februari 1978, 18 september 1981 en 1 augustus 1985, de koninklijke besluiten nrs. 411 van 25 april 1986 en 413 van 29 april 1986, de wet van 4 augustus 1986, de koninklijke besluiten nrs. 438 van 11 augustus 1986, 439 van 11 augustus 1986, 456 van 10 september 1986, 459 van 10 september 1986, 462 van 17 september 1986 en 468 van 9 oktober 1986, de wet van 1 augustus 1988, de decreten van 5 juli 1989, 20 december 1989, 31 juli 1990, 27 maart 1991 en 17 juli 1991, de wet van 20 juli 1991 en de decreten van 23 oktober 1991, 9 april 1992 en 25 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 461 van 17 september 1986 houdende het rationalisatie- en programma-plan van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 12 bis zoals gewijzigd bij het decreet van 31 juli 1990;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 5 oktober 1992;

Gelet op het advies van de afdeling onderwijs voor sociale promotie van de Vlaamse Onderwijsraad, gegeven op 24 januari 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de betrokken instelling onverwijld in kennis moet gesteld worden van de getroffen beslissing;